

Le renouveau économique ne viendra pas du jour au lendemain ni sans peine. Il s'obtiendra étape par étape. Ce gouvernement a résisté à la tentation de recourir à des «remèdes-miracles» politiquement populaires. Il n'existe pas de solutions faciles à des problèmes qui se sont développés sur une décennie. Le renouveau économique sera également impossible à obtenir sans la coopération des gouvernements, des entreprises, des travailleurs, des dirigeants syndicaux et des autres Canadiens. Étape par étape, nous devons faire tendre nos efforts combinés vers l'obtention d'un «gâteau» économique plus gros, au lieu de nous enliser dans des luttes de plus en plus négatives pour avoir une part d'un gâteau constant ou de plus en plus petit. Nous devons non seulement travailler dur, mais aussi travailler ensemble dans un effort vraiment national de reconstruction économique.

Ce gouvernement est prêt à montrer la voie de ce renouveau économique. Nous nous sommes fixé quatre défis:

premièrement, remettre de l'ordre dans nos finances pour être en mesure de limiter, puis de résorber, l'accumulation massive de la dette publique et l'effet dommageable qu'elle exerce sur la confiance et la croissance;

deuxièmement, redéfinir le rôle de l'État pour qu'il fournisse un cadre plus propice à la croissance et à la création d'emplois et représente moins un obstacle au changement et à l'innovation;

troisièmement, promouvoir l'accroissement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité ainsi qu'un climat favorable à la création et à l'essor d'entreprises nouvelles;

quatrièmement, réaliser ces changements d'une manière qui soit équitable, ouverte et conforme à l'esprit de compassion, de tolérance et de justice qui caractérise fondamentalement la société canadienne.

[Français]

Nous n'affaiblirons pas les programmes essentiels de soutien du revenu. En fait, nous chercherons, dans la mesure de nos moyens et grâce à l'amélioration de nos résultats économiques, à apporter une aide encore plus grande aux Canadiens qui en ont vraiment besoin.

[Traduction]

Nous avons exposé clairement dans le document décrivant notre programme la direction que, selon nous, le pays devrait prendre. Mais nous avons un autre choix. Nous aurions pu dès maintenant prendre davantage de décisions et adopter plus de mesures, mais procéder de la sorte sans tenir des consultations complètes nuirait non seulement à l'esprit de notre entreprise, mais à son efficacité même. Nous voulons poursuivre le débat sur les moyens d'atteindre ces objectifs avec les autres gouvernements, les travailleurs, les entreprises et les autres composantes de la collectivité canadienne. Nous voulons obtenir leur avis et leur coopération.

Ces consultations joueront un rôle crucial dans la détermination des mesures précises que nous prendrons et dans le calendrier de mise en œuvre de ces mesures. Je tiens cependant à déclarer que, aussi difficiles que soient les décisions à prendre, nous sommes bien résolus à agir. Je me propose de revenir au printemps devant cette Chambre avec mon premier budget afin d'exposer la prochaine phase de notre programme de renouveau économique.

Déclaration économique

Permettez-moi de décrire maintenant, monsieur le Président, la situation économique et financière dans laquelle nous nous trouvons.

Le passif économique qui nous a été légué se caractérise par un chômage élevé, des investissements insuffisants, une confiance amoindrie et des difficultés individuelles. Entre le milieu de 1981 et la fin 1982, nous avons souffert de la pire récession enregistrée depuis la Deuxième Guerre mondiale. La reprise amorcée en 1983 a été modeste par rapport aux autres reprises de l'après-guerre, et nettement moins vigoureuse qu'aux États-Unis. Après deux ans de reprise ou presque, la confiance des entreprises et des consommateurs reste vacillante. Les ménages, rendus prudents par des perspectives d'emploi incertaines et une faible croissance du revenu réel, continuent d'épargner à un taux élevé. Les entreprises, face à une capacité excédentaire, à des taux d'intérêt élevés et à des perspectives incertaines, hésitent à investir et à embaucher. L'investissement est inférieur de plus de 20 p. 100 au niveau qu'il avait avant la récession, tandis que l'emploi est à peine revenu aux chiffres antérieurs à la récession.

Nous avons devant les yeux non seulement un constat d'échec économique, mais aussi la tragédie de nombreuses personnes. Je veux parler des difficultés économiques bien réelles que connaissent des milliers de familles, du traumatisme social et émotionnel causé par la perte d'un emploi, et de la destruction de l'espoir et du respect de soi chez tous ces jeunes qui ne peuvent apporter une contribution positive à la société après de nombreuses années d'études. Voilà le prix inacceptable de l'incapacité d'assurer une croissance suffisante de l'emploi.

La situation de déficit et d'endettement dont nous avons hérité est non moins sérieuse ou préoccupante que le passif économique qui nous a été légué.

Au cours de chacune des dix dernières années, les dépenses du gouvernement fédéral ont dépassé ses recettes. Ces déficits persistants ont entraîné une énorme augmentation de la dette et des intérêts à payer sur cette dernière. De plus, si nous ne commençons pas dès maintenant à remettre de l'ordre dans nos finances, la dette continuera de s'accumuler rapidement. Nous sommes sur une pente extrêmement dangereuse.

Pour souligner la gravité de la situation, permettez-moi de brosser un rapide tableau de nos perspectives économiques et financières. Ces dernières reposent sur l'hypothèse d'un ralentissement de la croissance aux États-Unis en 1985, d'une baisse appréciable des taux d'intérêt américains après 1985 et d'une expansion relativement vigoureuse de l'économie mondiale de 1986 à la fin de la décennie.

Moyennant ces hypothèses, la croissance de l'économie canadienne tombera probablement d'environ 4.2 p. 100 en 1984 à 2.4 p. 100 approximativement en 1985. Pendant la deuxième moitié de la décennie, l'expansion s'intensifiera pour atteindre environ 3.4 p. 100 en moyenne par année. L'inflation devrait demeurer à 4 p. 100 ou moins jusqu'à la fin de la décennie, mais le chômage devrait rester intolérablement élevé—s'établissant à 11 p. 100 jusqu'à la fin de 1985 pour ne diminuer ensuite que graduellement aux environs de 7 p. 100 d'ici 1990.

Étant donné ces projections et en l'absence de changement de politiques, le déficit s'élèverait à \$34.5 milliards pour l'exercice courant, soit près de \$5 milliards de plus que ne l'avait